



International Criminal Tribunal for Rwanda
Tribunal pénal international pour le Rwanda

LA CHAMBRE D'APPEL

Composée comme suit :

M. le Juge Claude JORDA, Président
M. le Juge Mohamed SHAHABUDDEEN
M. le Juge Theodor MERON

Assistée de : M. Adama DIENG

Décision rendue le: 3 juillet 2002

LE PROCUREUR

(Appelant)

c/

IGNACE BAGILISHEMA

(Intimé)

Affaire n° ICTR-95-1A-A

ARRET

Les Conseils de l'Appelant

Mme Carla DEL PONTE
M. Norman FARRELL
Mme Sonjia BOELAERT-SUOMINEN
M. Mathias MARCUSSEN

Les Conseils de l'Intimé

Me François ROUX
Me Maroufa DIABIRA

LA CHAMBRE D'APPEL du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'Etats voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (respectivement la « Chambre d'appel » et le « Tribunal ») a été saisie de l'appel interjeté par le Procureur le 9 juillet 2001 contre le jugement prononcé par la Chambre de première instance I du Tribunal le 7 juin 2001, dans l'affaire *Le Procureur contre Ignace Bagilishema*, affaire no. ICTR-95-1A-T,

VU l'article 24 du Statut du Tribunal et l'article 118 du Règlement de procédure et de preuve ;

VU les arguments écrits et oraux des parties à l'audience du 2 juillet 2002 ;

SIEGEANT en audience publique ;

REJETTE à l'unanimité les arguments de Ignace Bagilishema s'agissant de l'irrecevabilité de l'appel du Procureur ;

REJETTE à l'unanimité l'appel interjeté par le Procureur contre le jugement du 7 juin 2001, et mettra à la disposition des parties les motifs de son arrêt dans les meilleurs délais ;

CONFIRME l'acquittement prononcé par la Chambre de première instance s'agissant de tous les chefs d'accusation retenus dans l'acte d'accusation ;

DIT N'Y AVOIR LIEU en conséquence à statuer sur toutes les requêtes présentées par Ignace Bagilishema en application de l'article 115 du Règlement de procédure et de preuve ainsi que sur la Requête en protection des témoins à décharge ;

ORDONNE la mise en liberté immédiate de Ignace Bagilishema ;

DECLARE en conséquence qu'il n'y a pas lieu de se prononcer sur la « *Requête urgente de l'Intimé en demande de main levée de contrôle judiciaire* » déposée le 2 juillet 2002 ;

DECLARE l'arrêt immédiatement exécutoire en vertu de l'article 119 du Règlement de procédure et de preuve ;

Fait en français et en anglais, le texte en français faisant foi.

Claude Jorda
Président

Mohamed
Shahabuddeen
Juge

David Hunt
Juge

Fausto Pocar
Juge

Theodor Meron
Juge

Fait à Arusha (Tanzanie), le 3 juillet 2002

[Sceau du Tribunal]